

Contrôle budgétaire et réforme fiscale : le MOC appelle au courage politique et à la justice sociale

Le gouvernement fédéral s'attèle en ce moment à un ajustement budgétaire afin de respecter la trajectoire européenne à laquelle il s'est soumis. Au total, c'est 1,2 milliard d'euros d'efforts supplémentaires qui est annoncé. Pour tendre à l'équilibre budgétaire, le choix effectué par Michel Ier est presque univoque : réduire toujours plus les dépenses publiques et sociales.

L'une des conséquences directes de ce choix est que l'évolution des recettes de l'Etat est en dessous des prévisions. En effet, en excluant des milliers de gens du droit aux allocations de chômage ou d'insertion, en amputant l'allocation complémentaire pour les travailleuses et travailleurs contraints au temps partiels, en limitant drastiquement l'évolution des salaires, en imposant un saut d'index, en diminuant l'emploi public, ce gouvernement nous entraîne dans un cercle vicieux infernal. Réduire le pouvoir d'achat de la population et annoncer d'autres régressions sociales, provoquent en effet une perte de confiance dans l'avenir, qui déprime la consommation (comme vient même de le dénoncer la Fédération du commerce et des services, COMEOS), plombe les perspectives d'investissement et donc d'emploi et... in fine génère de moindres rentrées fiscales !

L'exemple de la sécurité sociale est, à ce titre, le plus frappant : le dérapage budgétaire récemment enregistré pour 2015 est davantage le fait de la diminution des recettes attendues (-651 millions d'euros) que de l'augmentation des dépenses (+314 millions d'euros).

Pourtant, quelle sera la solution apportée par le gouvernement fédéral ? Rendre encore plus difficile l'accès aux allocations sociales et aux prépensions, exclure davantage de chômeurs, diminuer plus encore l'emploi public, faire payer davantage les malades... et donc renforcer ce cercle vicieux de la stagnation économique provoquée par l'austérité !

A l'heure du conclave budgétaire, il est impératif de ne pas se focaliser sur les dépenses. Une première solution évidente pour équilibrer l'exercice consiste à améliorer la perception des impôts par un renforcement de la lutte contre la grande fraude fiscale, ce qui nécessiterait d'augmenter (plutôt que de réduire) le nombre de collaborateurs des Finances qui y sont affectés. Il s'agit d'un investissement sans risque. L'on parle ici de milliards de manque à gagner pour l'Etat, largement de quoi couvrir l'ajustement budgétaire.

En ce qui concerne la réforme fiscale, le MOC invite le gouvernement à faire preuve d'ambition et d'équité. La crise économique et sociale que nous traversons impose que cette réforme fiscale ne soit pas neutre : elle doit pouvoir augmenter les recettes fiscales et rendre la fiscalité plus juste.

Le gouvernement doit donc avoir le courage politique:

- de restaurer une plus juste progressivité de l'impôt, en plafonnant les déductions fiscales, qui profitent aux revenus les plus élevés ;
- de taxer équitablement tous les revenus y compris les plus-values et d'harmoniser la taxation sur les revenus mobiliers (avec une exonération comme pour les comptes d'épargne). Il doit

- s'agir d'une étape vers un retour à la globalisation de tous les revenus soumis à l'impôt des personnes physiques ;
- de réformer les dispositions fiscales à l'impôt des sociétés, dont les intérêts notionnels, qui sont utilisées abusivement par de grandes sociétés pour ne payer jusqu'à aucun impôt sur leurs bénéficiaires ;
 - de demander un effort spécifique aux plus hauts revenus.

En ce qui concerne le Tax shift (ou glissement de la taxation des revenus du travail vers d'autres bases taxables), le MOC tient à rappeler qu'une nouvelle réduction générale des cotisations patronales coûtera très cher aux contribuables qui devront bien la compenser d'une manière ou d'une autre, créera un effet d'aubaine accroissant le profit de certaines entreprises sans aucune garantie de création d'emplois. En outre, non seulement elle ne relancera pas à elle seule la compétitivité des entreprises, mais elle renforcera le problème de financement de la sécurité sociale.

Le MOC en appelle donc au sens de la responsabilité et de l'intérêt général du gouvernement fédéral. Particulièrement en période de crise, l'austérité n'est pas la solution. Le gouvernement doit d'une part rendre les réductions des cotisations patronales plus sélectives et moins dispendieuses et d'autre part rendre le système fiscal plus juste et équitable afin de réduire les inégalités et d'éviter que les mesures d'économie ne frappent les allocataires sociaux et les bas salaires. Ce sont les épaules les plus larges qui doivent davantage supporter les efforts et non les gens à faible ou moyen revenu. C'est une question de justice sociale élémentaire.

Christian KUNSCH,
Président du MOC.